

### Direction départementale des territoires et de la mer Service eau risques nature

Affaire suivie par : SERN/PEB Téléphone : 04 67 46 60 00

Mél: ddtm-secheresse@herault.gouv.fr

1 4 OCT, 2025

### ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°DDTM34-2025-10-16305

## portant mise en place des mesures de restrictions des usages de l'eau dans le cadre de la gestion de la sécheresse

### Le préfet de l'Hérault

VU la directive n°2000-60 du Parlement Européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

VU la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.211-1, L.211-3, L.211-8, L.214-1 et 6, L.215-7 et 10;

VU la circulaire du 4 juillet 2005 relative à la gestion de la ressource en eau en période de sécheresse;

VU l'instruction du 27 juillet 2021 relative à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse hydrologique;

VU le guide national de mise en œuvre des mesures de restriction des usages de l'eau en période de sécheresse édité en mai 2023 par le ministère de la transition écologique;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2022-2027 du bassin Rhône-Méditerranée approuvé le 21 mars 2022 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2022-2027 du Bassin Adour-Garonne approuvé le 10 mars 2022 ;

VU le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de M. François-Xavier LAUCH en qualité de Préfet de l'Hérault;

VU l'arrêté cadre départemental n°DDTM34-2025-04-15839 portant définition du cadre de mise en œuvre des mesures de restriction des prélèvements et usages de l'eau en période de sécheresse dans le département de l'Hérault;

VU l'arrêté cadre interdépartemental du 30 juin 2023 portant définition d'un plan d'action sécheresse pour le sous-bassin du Tarn ;

VU l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2025-09-16245 du 5 septembre 2025 instaurant des mesures de restriction temporaires des usages de l'eau;

VU l'arrêté préfectoral n°DDTM-SAFEB-2025-019 du 19 septembre 2025 du département de l'Aude

@Prefet34

plaçant en alerte renforcée le canal du Midi et en crise le bassin versant de l'Argent-double ;

VU l'arrêté préfectoral n°30-2025-09-26-00001 du 26 septembre 2025 du département du Gard abrogeant les mesures de restriction temporaire des usages de l'eau dans le Gard;

VU l'arrêté préfectoral du 1er octobre 2025 du département du Tarn maintenant en vigilance le bassin versant de l'Agout et en alerte le bassin versant du Thoré;

Considérant que les niveaux de gravité de la sécheresse décidés par les préfets des départements pilotes des zones limitrophes non pilotées par le préfet de l'Hérault doivent être suivis ;

Considérant qu'en l'absence de pluie significative, les niveaux de certains cours d'eau et des nappes alluviales (Orb aval, Aude aval, Argent double) restent bas ;

Considérant que les niveaux de certains cours d'eau se détériorent (Jaur, Or et Hérault);

Considérant une baisse généralisée des niveaux des eaux souterraines, mais un maintien des niveaux dans les normales de saison ;

Considérant que, compte-tenu de cette situation, il y a lieu de prendre des mesures de sensibilisation et de restrictions d'usages de l'eau pour garantir les usages prioritaires d'alimentation en eau potable, de sécurité et de salubrité publique;

Considérant la date programmée du prochain comité ressource en eau le 4 novembre 2025 ;

Sur proposition de monsieur le directeur de la direction départementale des territoires et de la mer de l'Hérault

### ARRÊTE:

ARTICLE 1 : l'arrêté préfectoral n° DDTM34-2025-09-16245 du 5 septembre 2025 instaurant des mesures de restrictions temporaires des usages de l'eau est abrogé.

ARTICLE 2: en fonction des zones considérées et des niveaux fixés dans l'arrêté cadre départemental n°DDTM34-2025-04-15839 dont les mesures de restriction des usages de l'eau sont rappelées en annexe du présent arrêté, les niveaux de restriction sont fixés par zone d'alerte conformément à l'article 3 du présent arrêté. Ils seront actualisés ou levés en tant que de besoin dans le cadre d'application de l'arrêté cadre susvisé. Les dispositions du présent arrêté sont applicables jusqu'à nouvel ordre et au plus tard jusqu'au 31 janvier 2026.

ARTICLE 3 : les secteurs concernés sont mentionnés dans le tableau ci-dessous.

Zones d'alerte sécheresse	Niveau
Bassin versant du Vidourle (partie héraultaise)	Hors restriction
Bassin versant de la lagune de l'étang de l'Or	Alerte renforcée
Bassin versant du Lez et de la Mosson hors axe Lez soutenu	Alerte
Axe Lez soutenu, de sa source à son embouchure	Vigilance
Bassin versant de l'Hérault amont de la confluence avec la Vis jusqu'à la confluence avec la Lergue (partie héraultaise)	Alerte
Bassin versant de la Lergue	Vigilance
Bassin versant de l'Hérault aval de la confluence avec la Lergue jusqu'à son embouchure	Alerte
	Bassin versant du Vidourle (partie héraultaise)  Bassin versant de la lagune de l'étang de l'Or  Bassin versant du Lez et de la Mosson hors axe Lez soutenu  Axe Lez soutenu, de sa source à son embouchure  Bassin versant de l'Hérault amont de la confluence avec la Vis jusqu'à la confluence avec la Lergue (partie héraultaise)  Bassin versant de la Lergue  Bassin versant de l'Hérault aval de la confluence avec la Lergue jusqu'à son

### Direction départementale des territoires et de la mer Service eau risques nature

8	Bassin versant de l'Orb de la Source jusqu'à l'amont de la confluence avec le Jaur hors axe Orb soutenu	Alerte
9	Axe Orb soutenu à l'aval du barrage des Monts d'Orb jusqu'à Réals	Hors restriction
10	Bassin versant du Jaur	Crise
11	Bassin versant de l'Orb à l'aval de la confluence avec le Jaur jusqu'à l'embouchure hors axe Orb soutenu	Crise
12	Bassin versant de l'Agout (partie héraultaise)	Vigilance
13	Bassin versant de l'Aude aval	Alerte renforcée
14	Nappe des sables de l'Astien (eaux souterraines partie héraultaise)	Vigilance
15	Bassin versant de l'Argent double et de l'Ognon (partie héraultaise)	Crise
16	Bassin versant de la Cesse (partie héraultaise)	Alerte renforcée
17	Nappe des molasses miocènes du bassin de Castries	Vigilance
18	Canal du Midi (partie héraultaise)	Alerte renforcée
19	Bassin versant du Thoré amont (partie héraultaise)	Alerte
20	Axe Orb à l'aval de Réals	Hors restriction
21	Entité hydrogéologique des Monts de Faugères et des écailles de Cabrières	Alerte renforcée

ARTICLE 4: les usages concernés ou non par des restrictions sont précisés par l'article 7.4 de l'arrêté cadre départemental sus-visé. A l'exception des zones de superposition entre deux zones d'alerte (globale et exclusivement souterraine), l'ensemble des prélèvements sur la zone d'alerte concernée sont visés, y compris les forages domestiques. Les usages réalisés à partir d'eaux pluviales ou usées récupérées, sous réserve du respect de la réglementation applicable pour cette réutilisation, ne sont pas concernés par les restrictions.

ARTICLE 5 : les mesures de restriction par niveau de gravité et selon les usages sont précisées dans l'article 7 et l'annexe 9 de l'arrêté cadre départemental. Elles sont rappelées en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 6: les demandes d'adaptation individuelle des mesures de restriction sollicitées en application de l'article 7.5 de l'arrêté cadre départemental, sont à adresser au service police de l'eau de la DDTM 34 (ddtm-secheresse@herault.gouv.fr). Elles doivent être argumentées et justifiées. Elles doivent être déposées selon le formulaire disponible sur le site internet de la Préfecture: <a href="https://www.herault.gouv.fr/Actions-de-I-Etat/Environnement-eau-chasse-risques-naturels-et-technologiques/Eau/Secheresse/Documents-de-reference">https://www.herault.gouv.fr/Actions-de-I-Etat/Environnement-eau-chasse-risques-naturels-et-technologiques/Eau/Secheresse/Documents-de-reference</a>

Ces demandes sont examinées et en cas d'accord de l'administration, la preuve devra être présentée en cas de contrôle. Dans le délai de deux mois suivant le dépôt officiel de la demande, l'administration peut s'opposer ou donner un accord explicite. A l'expiration du délai de deux mois, en l'absence de réponse de l'administration, la demande est considérée comme accordée. ARTICLE 7: les maires qui considèrent que la situation de la ressource en eau sur le territoire de leur commune le nécessite, peuvent prendre un arrêté municipal de restriction d'usage sous réserve qu'il soit au moins aussi contraignant que le présent arrêté. Ils peuvent ainsi prendre des mesures de police administrative générale adaptées à la situation localisée, pour restreindre l'usage de l'eau potable, sur le fondement de la salubrité et de la sécurité publique (article L.2212-2 du CGCT). Le cas échéant, l'arrêté municipal doit être transmis au service de police de l'eau de la DDTM (ddtm-secheresse@herault.gouv.fr) ainsi qu'à l'agence régionale de santé (ARS-OC-DD34-SANTE-ENVIRONNEMENT@ars.sante.fr).

ARTICLE 8 : en vue de rechercher et de constater les infractions, les services de l'État en charge de la police de l'eau, la gendarmerie nationale, la police nationale, la police municipale, les gardes champêtres et les agents de l'office français de la biodiversité ont accès aux locaux ou lieux où sont réalisées les opérations à l'origine des infractions.

ARTICLE 9: tout contrevenant aux mesures du présent arrêté encourt une peine d'amende prévue pour les contraventions de 5° classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les particuliers ou 3 000 euros pour les récidives, et 7 500 euros pour les personnes morales. L'ensemble des frais induits par les contrôles sont mis, en cas de condamnation, à la charge de l'exploitant ou, à défaut, du propriétaire conformément à l'article L216-4 du code de l'environnement.

ARTICLE 10 : le présent arrêté sera affiché à la préfecture, aux sous-préfectures de Béziers et de Lodève, ainsi que dans les mairies. Il sera publié sur le site IDE des services de l'État et au recueil des actes administratifs.

ARTICLE 11: les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de sa publication au recueil des actes administratifs. La secrétaire générale de la préfecture de l'Hérault, le sous-préfet de l'arrondissement de Béziers, le sous-préfet de l'arrondissement de Lodève, le colonel commandant du groupement de gendarmerie de l'Hérault, le directeur départemental de la sécurité publique, le directeur de l'office français pour la biodiversité, les maires, les chefs des services de l'État concernés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,

V. ..

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois, faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires – 246, boulevard Saint-Germain - 75007 PARIS. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site <a href="https://www.telerecours.fr">www.telerecours.fr</a>

# Tableau des mesures minimales de restriction des usages de l'eau

Légende des usages : P. Particuliers, Es Entreprises, C.: Collectivités, A.: Exploitants agricoles

# CADRE GENERAL

- Sauf précision contraire, les préfèrements d'eau brute provenant d'une ressource extérieure à la zone d'aierte (cas de l'oau issue du Rhône par exemple) sont soumis aux éventuelles mesures de restrictions qui concernent cette ressource extérieure.
- Pow les usages réalités à partir du réseau d'alimentation en eau potable, sauf exception, c'est la localisation de l'uuage qui fait foi. Lorsque les collectivités ou syndicats gestionnaires de l'eau potable disposent d'un plan de gestion validé par le service police de l'eau pour les usages réalisés à partir du réseau d'eau potable, c'est lui qui fait foi.
- Les forages et les puits individuels sont concernés par les mesures de restriction.
- Pour les préfèvements sans consommation, le retour au milleu doit se faire au plus près du point de prélèvement (ex pour le cas des travaux de rabattement de nappe en phase chantler, ou
- . Lorsque l'usage est encade par un amété préfectoral spécifique, ce demier peut se substituer à l'amété cadre départemental dans le cas où il contient des prescriptions spécifiques relatives à la sécheresse.
- Mora usages domestiques ou assimilés, les préfèvements d'eau doivent faire l'objet d'un registre relevant les consommations selon la fréquence définie dans le tableau ci-dessous. Ce registre est tenu à la disposition des agents en charge du contrôle
- Pour les urages réalisé à partir de bornes fontaines ou fovages communaux, il revient à la commune de s'assurer que les usages prioritaires sont préservels (ex. : abreuvement) et que seufs les usages encore autorisés restent possibles
- Les prélèvements liés aux usages non listés dans le tableau ci-dessous sont réputés intendits des l'alerte.
- Sont intendits les prélèvements ou usages qui engendrent l'assèchement d'un cours d'eau biologique ou d'une zone annexe au cours d'eau, pour des enjeux de préservation de la biodiversité.
  - Les communes situées sur les zones d'alerte de l'Agout amont (zone 12) et du Thoré amont (zone 19) sont concernées par les mesures de restriction de l'AC/ du Tam du 30 juin 2023.
- Les mesures pour les niveaux alerte, alerte renforcée et crise sont données chaptès dans le tableau général de restriction des usages de l'eau par cartigories d'usagers : l' (particuliens). f (entreprites), C (collectivités), A (exploitants agricoles).

4			×			×	
U			×	-			
-		-	×	-	-		
•			×	-	-		
Chine (2)	Authoritation des arreits ministeriels portant prescriptions générales aux prélèvements, les compteurs ou système de complage concernant les prélèvements non donnestiques par forage ou pults dans les eaux souterraines ou par installation ou ouvrage dans un cours d'eau ou sa nappe d'accompagnement, doivent respecter les mesures suivantes : — ils debte du relevés à une fréquence mensuelle, — — ils dets du relevé du compteur ou du système de comptage, le foactionnement ou l'arrêt de l'installation, l'index du compteur et le volume prélevé depuis le précédent relevé doivent être enregistrés sur un registre prévu à cet effet. Ce registre sera présenté à toute réquisition des services de contrôle, période de sécheresse, les fréquences de relevés sont augmentées comme ci-après.	Relevé hebdomadaire	4		Cadre général Interdiction sauf exceptions ci-dessous.	Jeunes plantations d'artens et arbustes plantés en plantere terre depuis moins de 5 ans, dont les plantéses (plantes plantes de vigne):  Sous réserve qu'il n'y ait pas de pénure d'hou potable.  Sous réserve qu'il n'y ait pas de pénure d'hou potable.  Rostroctions prèvues par le plan de gettien validé par le prélèvements:  - de 50 % pour l'insparson et l'impabon gravitaire (grélèvements en canaux)  - de 50 % pour l'inspatien localisée (goutte-à-goutte) micro-aspersien)  Le mode de calcul des économies d'asu est disponible dans le notice d'information sur les plans de gestion en antere 11.  En l'abbance de calcul des économies d'asu est disponible dans le notice d'information sur les plans de gestion en antere 11.  Les justificatés d'achet, type facture, devroct être mis septembre et entre 10h et 18h du 1er avril au 30 septembre et entre 10h et 18h du 1er a	Maraichage, sementes, cultures hors soi (4): Des adaptables pourront être accordées après accord présiable du service en charge de la police de l'eau. En cas d'accord ou d'adaptation collective (3):
Alerte renforcée (1)	scriptions générales applicables aux prétèruits dans les eaux souterraines ou par instal qu. le fonctionnement ou l'arrêt de l'installa tre prévu à cet effet. Ce registre sera préset tèles comme ci-après.	friequence prévue par le SAGE	Pas de limitacion sauf arrêcé municipal spécifique. Sensibiliser le grand public et les collectivités à l'usage économe de l'ess.	+		Restrictions prévues par le plan de gestion viside par le pervice police de l'étau visant une réduction des pervices police de l'étau visant une réduction des prévices police de l'étau visant une réduction des préviers préviers et annaux)  - de 50 % pour l'impation et finitipation grands, micro-aspersion)  Le mode de colcui des économies d'esu est disponible dans la notice d'information sur les plans de pestion en annexe 11.  En Tabsance de plan de pastion :  - l'advoiducion entre 8h et 20h ou ser aveil au l'enforcible et entre 10h et 18h du ser octobre et entre 10h et 18h du ser octobre et plantations en période d'alerte renforcée sécheresse).	Manaichaga, semences, cultures hors sol (4) et arbortculture : Des adaptations pourront être accordées après accord préalable du service en charge de la police de l'eau
Alerte (1)	MATERI, En application des arrêles ministèriels portant prescriptions générales concernant les prélèvements mon domestiques per forage ou puts dans les eaux sou d'accompagnement, doivent respectar les mesures suivantes :  Ils dévent être relevés à une fréquence mensuelle,  Ils date du relevé du compteur ou du système de comptage, le fenctionnemen le précédent relevé dovent être enregistrés sur un registre prèvu à cet effet, in période de sécherresse, les fréquences de relevés sont augmentées comme ci-après.	Relevé par quinzaine ou selon fréquence prévue par le SAGE	Pas de il Sentibliser le gran	ux, usages agricoles autres		r le plan de gestion fice de l'eau visant une sert s: sien et l'impaten ion localisée (goutte-à- lon) le d'information sur les poe 11.	Maraichage, semances, cultures hors sel (4) et arbeniculture: Des adaptations pourront être accordées après accord présistée du service en charge de la police de l'eau
Vigilance	NATER: « To app concernant les pri d'accompagnemes e ils doivent is précéde En période de séche	Raleue mensoel		ovement des animas	Sensibiliter les agriculteurs		
Sabaso	Tous usages Volumes prelievés.		destine à la conservation destine à la conservation harraine, sandrifé et sécurité civile) - lois sissues spécifiques listés c'egols	2. Irrigation agricola, arrosage, abreuvement des animaux, usages agricoles autres	Irrigation des cultures		

4				-	×				×		×	
					×			×		×		
		2	×	4					×		×	
Aberta restorcée (1)	service police de l'eau sur la base des objectifs de réduction de l'aiste renforcée.  En l'aistence de plan de pastion : Interdiction entre 8h et 20h du 1" avril au 30 septembre Interdiction entre 10h et 18h du 1" avril au 31 mars.  Arboriculture (hers Jeunes plantations): Interdiction san' les arrosages de sauvegande limités au strict minimum uniquement  - entre 20h et 8h du 1" avril au 30 septembre  - entre 20h et 8h du 1" cotobre au 31 mars et :  - deux fois per semaine maximum pour la micro- aspersion et l'aspersion,  - un jour sur deux maximum pour le goutte-lpoutte, pours réleves et l'aspersion.	Interdiction entre lin et 20x du 1" arril au 30 septembre Inferdiction entre 10h et 18h du 1" octobre au 31 mars.	Interdiction totale si pénurie d'eau potable (en niveau de crise)	NB : les restrictions s'appliquent y compris dans le cas de forages et puits privés	Pour les potagens collectifs (types jandins partagés et jandins familiaux), Restrictions prévues par le plan de gestion valléé par le service police de l'asu visant une réduction des préférenments de 50 % pour l'appension et l'impation grantière (prélèrements en canaux) - de 30 % pour l'inrigation localisée (gautte-lh-goutte, micro-aspension)	En L'absence de plan de pasiblen : - Interdiction entre 8h et 20h du Jer avni au 30 septembre Interdiction entre 10h et 18h du Jer octobre au 31 mars. Interdiction totale si pénuire d'eau potable (en niveau de crise)	NB : les restrictions s'appliquent y compris dans le cas de forages et puits privés	Interdiction. NB : les resbrictions s'appliquent y compris dans le cas de forages et puits privés	Cas particulier : Aspersion interdite entre 10h et 18h depuis une resource extérieure non soumise à restriction d'adhésion au réseau IRRL, types contrat ou facture, devront être mis à disposition des services en charge du contrôle	- Interdiction entre 8h et 20h du Ler avril au 30 septembre et entre 10h et 18h du 1er octobre au 31.  — mars  — Limitation au strict nécessaire, 2 fois per servaire maximum, sous réserve qu'il n'y ait pes de pérurie d'e	Les justificatifs d'achat, type facture, devrent être mis à disposition du service police de l'eau en charge du contrôle.	Des lors que les plantations entrent dans le cadre d'un projet global d'adaptation au chargement climatopie (flot de frakheur, schéma de vépitialisation notamment), des adaptations individuelles pluniamusalies psoverit être demandées.  NB : le calendrier de plantation doit être adapté à la situation de la ressource en eau (éviter les
Alerte (1)			Interdiction entire 10h et 18h.			Interdiction entire 10h et 18h.		Intendiction entire 10h et 16h.	Aspersion interdit Les justificatifs d'adhésion au réseau III	Interdiction entre 10h et 18h.	Dès lors que les plantations entrent dans le cadre d'un projet global d'adaptation au chancement climatione (list de fraideur.	schäma de vigetalisation notamment), des adaptations individuelles pluriannuelles peuvent âtre demandées.
Vigitance				Sereibiliser le grand public et les collectivités à l'usage économe de l'esse.								
nesses		Arrosage des jardens potagers individuals			Armotone des notacers collectifs	100		elocises, messife fleuris iris (y compris rend- tramway).  The plantations d'arbres oins de 5 ans (plantation ration de ripssylve).		especies verts).		

	Vigitance	Alerta (1)	Marta neritorcée (1)	C100 (3)		2	4
Abrevversert des animaux.	Sensibiliseries dieveurs		Pas de limitation sauf arrêté spécifique.		×	×	×
3. Lavage et nettoyage							1
Lavage de véhoules par des particuliers, y compris embarcations motorisées ou non feventele ; bet skol.		A Per	Interdiction à titre privé. A l'exception pour le strict rettoyage des moteurs des embarcations le nécessitant.	imbarcations le nécessitant.	×		-
Lavage et entretien des embarcations (motorisées ou non) en aire de carénage.		Interdiction entre 14h et 8h A l'exception des aines de cardinage équipples d'un système de recyclage de l'eau fonctionnel répertonée augrès du service police de l'eau (minimum 70 % d'esse recyclée). Obligation d'affichage des mesures de restriction per les gestionnaires des aires de cardinage.	Enterdiction entre 12h et 8h A l'exception des aires de carévage équiples d'un pystème de recyclage de l'eau fonctionnel répertonie auprès du servicis police de l'eau (minimum 70 % d'eau recyclés).  Châquition d'affichage des mesures de restricte par les petitionneires des aires de carénage.	Interdiction stricts  A. Perception des aves de carénage équipées d'un système de recyclage de l'eau fanctionnei répertories auprès du service police de l'eau (minimum 70 % d'eau recyclae), de 8h à 12h.  Interdiction stricte en cas de pénure d'eau potable Oblégation d'affichage des mesures de restriction par les	×	×	
Lavage de véhicules publics ou privés en stations de lavage professionnelles.	Serubbiser is grand public et ies collectivités à l'usage économs de l'eau.	Interdiction entre 14h et 8h.  A l'exception des pietes équiples de haute pression ou des stations équiples d'un système de recyclage de l'eau fonctionnel répertionies augrès du service police de l'eau (minimum 70 % d'eau recyclée). Ces stations devront être dobles d'un système de reconnaissance spécifique.  Obligation d'affichage des meaures de restriction par les gestionnaires des stations de l'enge.  Exception pour les settoriques de véhicules et ne bennes de machines à vendanger et de transp	Interdiction entre 12h et 8h.  A l'exception des stations équipées d'un système de recyclège de l'eau fonctionnel inferentirées aupties du service police de l'eau (minimum 70 % d'assu necyclès). Ces stations derrors être dottes d'un système de reconnaissance spécifique.  Colégation d'affichage des mesures de refriction per les gestionnaires des stations de lavage.  Anne préfettion per les gestionnaires des stations de lavage.	Interdiction entre 14h et 8h.  A l'exception des pistes équipées de hauts pyzième de recycles de recycles de recycles. Ces stations équipées du pyzième de recycles de recycles. Ces sations four montainem 70 % d'eau recycles. Ces sations de restriction par les perfection d'affichage des mesures de restriction par les gestionnaires des stations de metricles de restriction par les gestionnaires des stations de machines à vendanger et de transport alimentaire, nettorisage des cures et recentaires de machines de machines à vendanger et de transport alimentaire, nettorisage des cures et recentaires de machines à vendanger et de transport alimentaire, nettorisage des cures et répercions de policitations de produits phycosantaires, caronassare	×	×	×
Nettoyage à l'eau des façades, tottures, trofizier, berranses et autres surfaces imperméabisées hers activités industrielles.		Interdiction entre 10h et 18h.	Interdiction stricts  Exception pour implicant sanitaire ou sécuritaire, et réalisé par une coli rettoyage professionnel.	Interdiction stricte Exception pour impératif sanitaire ou sécuritaire, et réalisé par une collectivité ou une entreprise de nettoyage profesionnel.	×	×	×
						-	-
Peruplissage et videnge de piscines priveles (de plus d'1 m²),		Interdiction à l'exception ;  - de bremise à niveau,  - du pommier nemplissage si le chariter avait d'obude avant les premières restrictions en cas d'impossibilité de report,  - du remplissage suite à travaux d'étanchélication permettant une économie d'estanchélication permettant une économie d'eau,  NB : une preuve de la date de démanage des bravaux avant début des restrictions devre être beru à disposition des agents en charge du contrôle.  NB : un pusificant de l'artisan ayant effectué les tensus et tour et lourge des tensus et les celebres des	Interdiction à l'exception :  - de tremise à riveau,  - du remplesage suite à travaux  - du remplesage suite à travaux  d'étanchétication permettant une économie d'étanchétication permettant une économie d'étanchetication démontrant la présence d'une les travaux et/eu les relevés de consommation démontrant la présence d'une fuit devernet dere touts à disposition des agents en charge du contrôle pour justifier que les travaux répondent bien à un enjeu d'étranchétication.	Interdiction stricts.	×	×	

A 2 3	_	×	×	ж	×	×	×		×
			×	×	×	×	×	×	
				×			×	×	×
Colors (2)		Interdiction à l'exception des namises à niveau et du renouvellement, remplissage et vidange réglementaires sont autoniées, hors pénurie en eau potable.	Intertiction à l'exception du renouvellement, remplissage et videnge réglementaires sont autorisés, hors pénure en eau potable.	L'alimentation des fontaines publiques et privées est interdite, dans la mesure du la coupure est techniquement possible.  Si la fontaine a une fonction avelnie d'flot de fraîcheur (à condition que la fontaine fonctionne en circuit fermé ou qu'il y a un retour au miliau), une demande adequation est possible.  B : Les bornes fontaines avec des usages spécifiques pourront continuer à fonctionner selon les restrictions qui s'appliquent à ces usages	noerdiction à l'exception des berrains d'entralisement ou de compétitée d'énjeu national ou international (seit jusqu'aux clubs de nationale 3 pour le foot et de nationale 2 pour le rurghy) - pour per constitue de nationale 3 pour le rurghy) - pour de dépassant pas 150 m² par semaine par berrain dépassant pas 150 m² par semaine par berrain dépassant pas 150 m² par semaine par berrain entre 20h et 8h du 1° avril au 30 septembre - entre 18h et 10h du 1° octobre au 31 mars Tenue à disposition des services police de l'eau d'un registre journaire avec relevés horaires et competurs. En cas de pénurie d'eau potable, intendiction stricte.	n cas de pénune d'eau potable.	Interdiction soul pour les greens uniquement dans le cadre d'un plan de gestion spécifique permettant une économie d'eau de 50% par rapport à l'usage horn séconomie d'eau de 50% par rapport à l'usage horn séconomie au un mêrne surface.  Achievass sur une mêrne surface.  In plan de gestion proposera un volume hebbomadaire manime 160 m3/semaire pour 9 trous, - entre 160 m3/semaire pour 9 trous, - entre 16h et 10h du 1" avril au 10 septembre - entre 16h et 10h du 1" octobre au 31 mars - entre 16h et 10h du 1" octobre au 31 mars l'amise en œuvre du plan de gestion fera l'objet d'une remontée hebdomadaire au service poice de l'eau. Interdiction stricte en cas de péruire d'eau potable.		Privilégier le regroupement des bateaux pour le passage des écluses. Mise en place de restroctions adoptées et spécifiques selon les aves et les enjeux locaux (5). Arrêt de la navigation si nécessaire.
Alerta renforces (1)		Interdiction à l'exception des remises à nive réglementaires sont autoris	Interdiction à l'exciption des remises à niveau et du renduvellement, remplisage et vidange réglementaires sont autonisés, hors pénurie en eau potable.	L'alimentation des fontaines publiques et privées est intendite, dans la mesure où la coupure est techniquement possible.  Si la fontaine a une fonction avelnte d'flot de fraidheur (à condition que la fontaine fonctionne en circuit fermé ou qu'il y a un retour d'adeptation est possible.  NB : Les bornes fontaines avec des usages spécifiques pourront continuer à fonctionner selon les restrictions qui s'appliquent à ces usages	Interdiction à l'exception des arrosages de Bes assungande limités au strict mismunin et ne po- dépassant pas 150 m² par semaine par les terrain uniquement : m² par semaine par les entre 15h et 6h du 1" avril au 30 septembre entre 15h et 16h du 1" octobre au 31 mars. — e l'entre à disposition des services policie de l'eau d'un registre journalier avec retevés po-	Arrosape des parcours en terre battue autorisés pour la santé animale, sauf en cas de pénurie d'eau potable.	Interdiction sauf pour les greens et départs uniquement dans le cadre d'un plan de l'argens spécifique permetant une économie d'aveu de 30% pair rapport à l'usage hors sécheresse sur une même surface.  Me plan de gestion proposers un volume habdomadaire maximal 280 m3/semaine pour 19 trous,  entre 20n et 8h du 1° anni au 30 septembre - entre 18h et 10h du 1° octobre avi 31 mars 10, annise en œuvre du plan de gestion fera n'inter en œuvre du plan de gestion fera n'interiora police de l'étau.	Interdiction.	1
Alerte (1)	consommation demontrant is présence d'une fuite devorant être tenus à disposition des agents en charge du contrôle pour justifer que les travaux répondent bien à un enjeu d'étanchéfication.	Sensibilisation du grand public et des collectivités à l'usage économe de l'eau	Sensibilisation du grand public et des collectivités à l'usage économe de l'eau	L'alimentation des fontaines publiques et privées es Si la fontaine a une fonction avelnie d'flot de frakch d'adeptation est possible.  18 : Les bornes fontaines avec des usages spédifiques	Intendiction entre 10h et 18h.	Arrosage des parcours en	Interdiction entire 8h et 20h.		Privilégier le regroupement des batoaux pour le passage des écluses. Niue en piace de restrictions adaptées et spécifiques selon les axes et les enjeux locaux (5).
Vigillance					Sensibiliser le grand public et les collectivités à l'usage économe de l'eau.				
Usages		Nemplissage et vidange des piscines publiques.	Remplissage et vidange des plaches privides ouvertes au poblic ou à usage collectif (y compris camplings, hôtels, chambres d'hôtels, co-proceide.	Alimentation des fontaines publiques et privèes d'ornement.	Arrosage des stades et terrains de sport. anherbés.	Centres équestres.	Arrosage des goths.	Orpallage et pliche à l'aimant.	Navigation fluviale.

1		100	742	-	×	×
0		×	×	-	×	*
		×	×	-	×	×
Aletta rentiscile (1)	Interdiction. Agalement interdit pour des raisons sanitaires pour les usages type baignade	ambté municipal ou un ambé préfectoral spécifique peut être pris en cas d'impact sur la biodiversité, pour limiter l'accès ou site ou l'exercice de l'activité.	Interdiction stricte.		- Rappel des mesures d'économie d'eau élementaines au personnel;  - Affichage de panneaux de sensibilisation à chaque point d'utilisation d'eau ;  - Interdiction d'arrober les pelouses et espaces verts ;  - Interdiction de l'alimentation des points d'utilisation d'eau d'agrément ;  - Interdiction de l'alimentation des points d'utilisation d'eau d'agrément ;  - Interdiction de l'alimentation des points d'utilisation d'eau d'agrément ;  - Interdiction de l'alimentation des points d'utilisation d'eau d'agrément ;  - Interdiction des l'alimentation des points d'utilisation d'eau et généralisation des antitrés de la sacurité publique ;  - Rejevet des compteurs d'aux het dennatairement, et quotidisennement pour les prélèvements supérieurs à 100 m/l);  - Réport des valeurs d'eaux het dennatairement, et quotidisennement pour les prélèvements supérieurs d'aux het dennatairement, et quotidisennement pour les prélèvements que l'inspection des installations classées.	Pleasures gold-resided approaches of the autorities and efficialisation (a territorian production of the autorities and autorities a
Alerta (1)	Sensibilisation du grand public et des collectivités aux régles de bon usage d'économie d'esu. NB : l'usage d'esu bnite est atterde pour des raions santaines pour les usages troe bainaire.	Seton les enjeux, un ambté municipal ou un amé			Rappel des mesures d'économie d'ieu élémentaires au personnet;  - Affichage de panneaux de sensibilisation à cheque point d'utilisation d'eau;  - Interdiction d'arroter les pelouses et espaces verts;  - Interdiction des texts des pobeaux incendie;  - Interdiction des texts des pobeaux incendie;  - Cpérations de nettoyage (véhicules, voiries) limitées aux nettoyages perme Paport des opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et générative sentaire ou le à la sécurité publique;  - Report des compleurs d'eau hebdomadairement, et quotidiennement gour i le Report des valleurs de débit sur un negistre terre à la disposition des services.	
Vigilance				té, plans d'eau	Sensibilitier les sociétés aux règles de bon utage d'économie d'aux.	Servicionis ICPE aux règles de bon usage d'économie d'eau.
Usages	Usages récréatifs collectifs à partir d'eau potable (dans le cadre de manifestations)	Activités de loisirs professionnelles ou amateurs en cours d'éau	Doughest de plage	S. Usages industriels, hydroelectricité, plans d'eau	Exploitation des activités artisanales ou industrielles hors ICPE	Exploitation des installations classées pour la protection de l'anvironnement (ICOPE).

<		×		×
U		×		×
*	×	×		×
•		×		×
Ories(23)	Pour les instaliations hydroelectriques, les manouvres d'ouvrages nécessaires à l'équilibre du réseau électrique ou à la défivrance d'eau pour le compte présentant un estjeu des milieux aquatiques sort autrofeles. Ne sort dans tous les ces pas concernées les usines de pointe ou en blits de valuée peut imposer des dépositions spécifiques pour la protection de la biodiversité, dès lors qu'elles n'interférent pas avec l'équilibre du système électrique et la garantie de l'approvisionnement en électrique.	nvice de polite de l'aeu.		Interdiction à l'exception des cas suivants :  - situation d'assectotal après déclaration au service police de l'aeu de la DOTH,  - pour des resons de sécurité publique après déclaration au service point de l'aeu de la DOTH,  pour les travaix d'une durés dépardent I mos, sur ait présible aprêtue de IDMs et du service de police de l'aeu au regard de la subscioqua du sité (pièté au monert des travaixses de l'ibms averaged de la subscion hydrologique du sité (pièté au monert des travaixses de l'ibms service de l'ibms des travaix.
Alerta resfercée (1)	ouvres d'ouvrages nécessaires à l'équilibre du ont autorièles. Ne sort dans tous les cas p électrique national dont la liste est fourrisé à l la protection de la biodiversité, dès lors qu'elle f.	Inherdiction.  A l'exception des usages commerciaux après accord du service de polite de l'eau.		Interdiction d'assectotel après : - shuation d'assectotel après : - pour des resons de sécurité p pour les treves d'une carle obpesent il mos, sur le diadéon hydropopau du ple (diffe eu monne
Alerte (1)	Pour les installations hydroélectriques, les mano d'autres usagers ou des milleux aquatiques so présentant un enjeu de sécurisation du réseau e peut imposer des dispositions spécifiques pour la garantie de l'approvisionnement en électricité.	A l'exceptio		Limitation au maximum des risques de perturbation des milieux aquatiques.
Vigilance	Sersibbler iss location are reges de bon usage d'économie d'eau	Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon utage d'économie d'esu.	7	Sentititiser in grand public et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'éau.
Usages	Installations de production d'électricité d'origine hydraulique visées dans le code de l'énergie, qui gannatissent, dans le mapeur de l'intérêt général, Taprovisionnement en électricité sur l'ensemble du territoire national	Remplissage / videnge des plans d'eau.	6. Interventions dans le milieu naturel	Travaux en cours d'eau.

1. L'objecte des messares un une relaturant abundant de 30 % des milmens dont le priferenteme en prinche d'abres et 20 % en prinche d'abres empliante. Dans le confec des plans de gention, des modificiens en relations en place le permet et account de note in partie experient et account de note in partie experient et account de note in partie experient et account de note in partie et account de note in partie en partie en partie en partie en partie et permet et account de note in partie et account de note in partie en partie et account et account et account et account de note in partie et account et

2. Exercis, man its priferements from power der anonges qui ne comprisement dans the columns allowing, sont animalis, and mercine, continued in constituent animal animal processes of the constituent of t aligheis across d Fandadhiv de preffet.

3. Le hair des cultures boneficians d'anc noligative culturis que définie dans les servités préféctorans survant les hemés spéciéques de ces cultures, or fenction du culturbier enhand.

4. Novement of Porticulative of les papaielles.

3. Different expect dominions debricate de navigation provers pur strongle der inferige er entition of Pers, development de tourisme, and appropriate described errettions, and a described and administrative of the entition of the entition

